

Arrêté préfectoral n° IC/2025/140 fixant des prescriptions complémentaires à la société ARF pour l'exploitation de son site implanté à CHAUNY

La Préfète de l'Aisne,

VU le Code de l'environnement, et notamment les articles L.214-1 à L.214-3, R.181-45, R.181-46,

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 du code susvisé,

VU le décret du Président de la République du 6 novembre 2024 nommant Mme Fanny ANOR, préfète de l'Aisne,

VU le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté préfectoral n°IC/2017/019 du 7 février 2017 visant à donner acte de la mise à jour de l'étude de dangers à la société DEM pour ses installations sur la commune de Chauny,

VU l'arrêté préfectoral n°IC/2018/115 du 22 août 2018 modifiant les conditions d'exploitation et portant agrément pour l'élimination d'huiles usagées,

VU l'arrêté préfectoral n°IC/2021/099 du 1^{er} juin 2021 autorisant ARF à reprendre l'exploitation et lui imposant la constitution de garanties financières,

VU l'arrêté préfectoral n°IC/2021/208 du 21 octobre 2021 précisant les compléments à apporter au POI en cas d'incendie,

VU l'arrêté préfectoral n°IC/2022/063 du 29 mars 2022 renforçant les mesures des rejets atmosphériques de dioxines et furanes sur une période de trois mois,

VU l'arrêté préfectoral n°IC/2024/021 du 30 janvier 2024 fixant des prescriptions complémentaires à la société ARF et révisant des prescriptions de l'arrêté du 7 février 2017,

VU l'arrêté préfectoral n°2024-64 du 25 novembre 2024 modifié donnant délégation de signature à M. Alain NGOUOTO, secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, sous-préfet de l'arrondissement de Laon, à M. Guillaume FICHET, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne, à M. Anthmane ABOUBACAR, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Quentin, aux directeurs, chefs de bureau et agents de la préfecture de l'Aisne,

VU le porter à connaissance relatif à la demande de forage du 22 novembre 2017 actualisé le 1 juillet 2024,

VU le dossier de réexamen du 12 juillet 2021 contenant le rapport de base transmis au Préfet,

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 2 avril 2025,

VU l'envoi du projet d'arrêté préfectoral complémentaire au pétitionnaire par courrier en date du 13 mai 2025,

Considérant les observations de l'exploitant transmises par message du 19 mai 2025,

Considérant que les constats, lors des visites d'inspections des 26 octobre 2023 et du 16 juillet 2024, modifient les conclusions du dossier de réexamen de l'exploitant sur les VLE des paramètres Nox CO et la surveillance du paramètre mercure sous condition,

Considérant que l'origine de l'approvisionnement en eau est modifiée dès lors que le forage est opérationnel dans les limites de consommation existante,

Considérant que les modifications des conditions d'exploitation de la demande ne sont pas jugées substantielles au regard de l'article R.181-46 du code de l'environnement,

Considérant qu'il convient en conséquence de prendre des prescriptions additionnelles dans les termes prévus à l'article R.181-45 du code de l'environnement afin d'adapter les prescriptions imposées par les arrêtés préfectoraux susnommés,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Aisne,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : MODIFICATION

Les dispositions applicables aux installations situées route de Soissons à Chauny (02300), et exploitées par la société ARF, sont modifiées comme suit :

Références de l'arrêté préfectoral antérieur	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées, remplacées, complétées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) et référence des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire IC/2017/019 du 7/02/2017	Article 3.2.2.1	Remplacé par l'article 2 du présent arrêté
	Article 10.2.1.1	Remplacé par l'article 3 du présent arrêté
	Article 4.1.1	Remplacé par l'article 4 du présent arrêté
	Article 10.2.2	Complété par l'article 7 du présent

		arrêté
--	--	--------

ARTICLE 2 : POINT DE REJET

Point de rejet n°1 codifié par le présent arrêté					
Installations raccordées :					
1. Post-combustion 2. Traitement des générateurs d'aérosols et des emballages métalliques non vides 3. Évents des cuves de déchets liquides (HPC, BPC et liquides peu inflammables)					
Hauteur minimale de la cheminée en mètres	Diamètre au débouché en mètres	Débit nominal en Nm ³ /h	Valeurs limites d'émission		
			Paramètres	Concentration en mg/Nm ³ (sauf pour les dioxines et furannes, les PCB de type dioxines ng/Nm ³) Moyenne journalière ou moyenne sur période d'échantillonnage (cf AM art 7.1.1)	Flux en kg /h (sauf pour les dioxines et furannes, les PCB de type dioxines, mg/h) Moyenne journalière
24	1.2	50 000	Poussières totales	5	0.25
			Monoxyde de carbone (CO)	30	1.5
			Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde d'azote	150	8.5
			Dioxyde de soufre (SO ₂)	40	2
			Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	10	0.5
			Chlorure d'hydrogène (HCl)	8	0.4
			Fluorure d'hydrogène (HF)	<1	<0.05

			Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0.02	0.001
			Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0.02	0.001
			Arsenic et ses composés en arsenic (As)	0.05	0.0025
			Chrome et ses composés en chrome (Cr)	0.1	0.005
			*Σ métaux	0.3	0.015
			Dioxines et furannes	0,08	0.004
			PCB de type dioxines**	0,08	0.004
			Benzo(a)pyrène	-	0.0005 ***

* Σ métaux : Le total des métaux lourds est composé de la somme :

- de l'antimoine et de ses composés, exprimés en antimoine (Sb)
- de l'arsenic et de ses composés, exprimés en arsenic (As)
- du plomb et de ses composés, exprimés en plomb (Pb)
- du chrome et de ses composés, exprimés en chrome (Cr)
- du cobalt et de ses composés, exprimés en cobalt (Co)
- du cuivre et de ses composés, exprimés en cuivre (Cu)
- du nickel et de ses composés, exprimés en nickel (Ni)
- du vanadium et de ses composés, exprimés en vanadium (V)
- de l'étain et de ses composés, exprimé en étain (Sn)
- du sélénium et de ses composés, exprimé en sélénium (Se)
- du tellure et de ses composés, exprimé en tellure (Te)
- du manganèse et de ses composés, exprimés en manganèse (Mn)

Pour les métaux lourds, les valeurs limites s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

**La VLE ne s'applique pas s'il est démontré que les niveaux d'émission sont suffisamment stables.

***S'agissant d'une substance cancérigène : une valeur limite d'émission sera fixée par arrêté préfectoral si le flux horaire du benzo(a)pyrène (substance visée à l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation) a dépassé 0,0005 kg/h.

ARTICLE 3 : AUTOSURVEILLANCE

Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

Paramètres	Fréquence	Norme(s) (1) ou équivalent
NOx	En continu	Normes EN génériques
NH3	En continu (2)	Normes EN génériques
N2O	Une fois par an (3)	EN 21258 XP X 43-305
CO	En continu	Normes EN génériques
SO2	En continu	Normes EN génériques
HCl	En continu	Normes EN génériques
HF	En continu (4)	Normes EN génériques
Poussières	En continu	Normes EN génériques et EN 13284-2
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V)	Une fois tous les six mois	EN 14385
Hg	En continu (5) (6)	Normes EN génériques et EN 14884
COVT	En continu	Normes EN génériques
PCDD/PCDF	En semi-continu	Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme CEN-TS 1948-5 EN 1948-2, EN 1948-3 GA X 43-139
PBDD/PBDF (7)	Une fois tous les six mois	Pas de norme
PCB de type dioxines	Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8)	Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme, NF EN 1948-2, NF EN 1948-4
	Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9)	NF EN 1948-1, NF EN 1948-2, NF EN 1948-4

Benzo[a]pyrène	Une fois par an	Pas de norme EN Norme NF X 43-329
<p>(1) Les normes EN génériques pour les mesures en continu sont EN 15267-1, EN 15267-2, EN 15267-3 et EN 14181</p> <p>(2) Mesuré dans les installations ayant recours à la SNCR ou à la SCR</p> <p>(3) Mesuré dans les installations utilisant un four à lit fluidisé et les installations qui ont recours à la SNCR par injection d'urée</p> <p>(4) La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut être remplacée par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée et s'il est établi que le niveau des émissions de HCl est suffisamment stable. Il n'existe pas de norme EN applicable à la mesure périodique de HF.</p> <p>(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année.</p> <p>(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.</p> <p>(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.</p> <p>(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS-ITEQ/Nm³.</p> <p>(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.</p>		

Les valeurs limites d'émissions atmosphériques désignent des concentrations exprimées en masse de substance émise par volume d'effluents gazeux ou d'air extrait, dans les conditions standard suivantes : gaz sec à une température de 273,15 K et à une pression de 101,3 kPa ; concentration exprimée en mg/Nm³, µg/Nm³, ng OMS TEQ/Nm³ ou ng I-TEQ/Nm³.

Le niveau d'oxygène de référence utilisé pour exprimer ces valeurs limites d'émissions dans les installations d'incinération et de co-incinération des déchets est de 11 % sur sec. La comparaison des valeurs limites s'agissant des installations de traitement de mâchefers se fait toutefois sans correction du niveau d'oxygène.

La formule permettant de calculer la concentration des émissions au niveau d'oxygène de référence est la suivante :

$$E_R = \frac{21 - O_R}{21 - O_M} \times E_M$$

dans laquelle :

ER : concentration des émissions au niveau d'oxygène de référence OR ;

OR : niveau d'oxygène de référence, en % volumique ;

EM : concentration mesurée des émissions ;

OM : niveau d'oxygène mesuré, en % volumique.

Il est appliqué les définitions ci-dessous des périodes d'établissement de la moyenne des valeurs limites d'émissions pour les émissions dans l'air.

Type de mesure	Période d'établissement de la moyenne	Définition
En continu	Moyenne demi-horaire	Valeur moyenne sur 30 minutes. La validité d'une moyenne demi-horaire est traitée au sein du paragraphe 7.3 de l'AM du 12/01/2021
	Moyenne journalière	Moyenne sur un jour calculée à partir des moyennes sur une demi-horaire valides
Périodique	Moyenne sur la période d'échantillonnage	Valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune (1)
	Période d'échantillonnage à long terme	Valeur sur une période d'échantillonnage de 2 à 4 semaines

(1) Si, en raison de contraintes liées à l'échantillonnage ou à l'analyse, des prélèvements/mesures de 30 minutes ou la moyenne de trois mesures consécutives ne conviennent pas pour un paramètre, quel qu'il soit, il convient d'appliquer une période de mesurage plus appropriée. Pour les PCDD/PCDF et les PCB de type dioxines, une période d'échantillonnage de 6 à 8 heures est utilisée dans le cas d'une période d'échantillonnage à court terme.

ARTICLE 4 : APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Masse d'eau ou commune	Prélèvement maximal annuel (m³)	Prélèvement maximal horaire (m³)	Débit de pointe (m³)
Eau souterraine (Eau de surface exclusivement en secours du forage)	HG106	160000*	20	30
		80000**	20	30
Réseau public	Chauny	300	1,5	-

* lorsque la vapeur produite est vendue à un tiers.

** lorsque la vapeur produite par l'usine n'est pas vendue à un tiers mais condensée et recyclée sur site.

ARTICLE 5 : FORAGE

Article 5.1 Dispositions techniques spécifiques.

Le chapitre II de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié est applicable au forage.

Article 5.2 Prescriptions particulières.

La foration est effectuée en deux temps pour assurer un bon isolement des formations superficielles :

- Foration à la bentonite en diamètre (Ø) 800 mm sur les premiers mètres, avec pose d'un avant-puits en acier (Ø 700 mm) pour isoler les formations superficielles.
- Cimentation à l'extrados du tubage.
- Attente de prise du ciment (temps de prise minimum de 24 h avec contrôle de la dureté du ciment sur un échantillon de laitier prélevé à l'injection. Un temps d'au moins 48 h est nécessaire avant de continuer les travaux).
- Foration à l'eau claire en diamètre Ø 400 mm, au droit de la craie.

Des échantillons de sol (1 et 2,5 mètres) seront analysés afin de compléter les données du point témoin existant (K14) mentionné dans le rapport de base.

Article 5.3 Cessation d'utilisation du forage.

Pour les forages, puits, ouvrages souterrains, situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine ou interceptant plusieurs aquifères superposés, le déclarant communique au préfet au moins un mois avant le début des travaux, les modalités de comblement comprenant : la date prévisionnelle des travaux de comblement, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité, une coupe géologique représentant les différents niveaux géologiques et les formations aquifères présentes au droit du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain à combler, une coupe technique précisant les équipements en place, des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage et les techniques ou méthodes qui seront utilisés pour réaliser le comblement. Dans les deux mois qui suivent la fin des travaux de comblement, le déclarant en rend compte au préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

ARTICLE 6 : PLAN D'ACTIONS « SÉCHERESSE »

Le déclenchement des niveaux de vigilance renforcée, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise se matérialise par la signature d'un arrêté préfectoral plaçant le bassin versant de l'OISE au niveau de vigilance renforcée, d'alerte ou d'alerte renforcée ou crise sécheresse.

Article 6.1 Mesures de restriction des usages de l'eau dès l'alerte.

En cas de déclenchement, l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement modifié s'applique.

ARTICLE 7 : RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU.

Le relevé des volumes prélevés font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des installations classées via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :

- tous les trois mois en dehors de toute période de "sécheresse" d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ;
- tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral "sécheresse" de restriction des usages de l'eau est en vigueur.

ARTICLE 8 : PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de CHAUNY pendant une durée minimum d'un mois.

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision à peine d'irrecevabilité du recours contentieux ou de non prorogation du délai de recours.

Le maire de Chauny fait connaître par procès-verbal adressé à la préfecture de l'Aisne, DDT, Service Environnement, Pôle ICPE, 50 boulevard de Lyon, 02011 Laon cedex, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 9 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80011 AMIENS CEDEX

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux ou de non prorogation du délai de recours, les tiers intéressés sont tenus de notifier le recours à l'auteur et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours suivant le dépôt du recours contentieux auprès de la juridiction ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

ARTICLE 10 : EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de CHAUNY et notifiée à la société ARF.

À Laon, le **25 JUIN 2025**



Fanny ANOR